

Le nouveau report des scrutins hérisse le public

Les diverses réactions enregistrées suite aux différents reports des élections donnent à penser que le peuple congolais ne tolérera pas un nouveau report des élections", avaient prévenu lundi 24 décembre, dans un communiqué conjoint, les deux principales confessions religieuses du Congo, les Eglises catholique et du Christ au Congo (protestante). Ce 26 décembre, la Ceni (Commission électorale nationale indépendante) a annoncé un report partiel des scrutins présidentiel et législatifs à mars 2019. Il s'agit du troisième report pour ces élections, qui étaient dues en décembre 2016.

Violences à Beni

Des violences ont éclaté à Beni (Nord-Kivu, est du pays) jeudi matin. Des images reçues par *La Libre Belgique* et visibles sur afrique.lalibre.be, montrent la police tirant à balles réelles sur des civils réclamant la démission du président de la Ceni, Corneille Nangaa, vu comme une créature du président hors mandat Joseph Kabila. Plusieurs centaines de personnes participaient à cette manifestation de protestation contre le report du vote, derrière des calicots appelant à "suspendre toute activité à Mutsanga, Beni et Lubero" ou proclamant être "la marche de la paix" au nom de "notre souffrance à nous tous". Les manifes-

tants criaient aussi: "Kabila pars! Kabila, nous sommes fatigués."

Beaucoup de Congolais partagent l'avis du secrétaire général de la Conférence épiscopale congolaise, l'abbé Donatien Nshole: "Il y a quelque part un agenda caché."

La décision de la Ceni de reporter les scrutins à Beni et Butembo (Nord-Kivu) – deux zones où le candidat de la coalition d'opposition Lamuka, Martin Fayulu, est extrêmement populaire – et à Yumbi, au Bandundu (ouest du pays), d'où est originaire cet opposant, et cela jusqu'à après la proclamation du nouveau Président (prévue pour janvier), est jugée illégale par les constitutionnalistes.

Elle est soupçonnée par l'opinion congolaise d'être un prétexte pour continuer à saboter les scrutins, alors que les justifications avancées – l'épidémie d'Ebola (en cours depuis août dernier) et l'insécurité au Kivu (qui ensanglante la zone depuis plusieurs années); des heurts entre deux ethnies au Bandundu – n'ont pas empêché la campagne électorale de s'y dérouler.

Les trois zones privées d'élections totalisent 3 % de l'électorat (1 256 000 inscrits), alors que les dernières modifications apportées par le régime à la loi électorale exigent qu'un parti ou regroupement de partis atteigne un seuil de 1 % au niveau national pour par-

ticiper à la répartition des sièges à l'Assemblée nationale, proportion qui aurait déjà été difficile à atteindre pour beaucoup de formations même sans cette amputation du corps électoral le 30 décembre.

L'évêque de Butembo-Beni, M^{gr} Melchisedech Sikuli, a dénoncé jeudi ce nouveau report et évoqué des risques de radicalisation de la population. De fait, sur les réseaux sociaux circulaient jeudi plusieurs appels encourageant les citoyens congolais à se soulever, tandis que du Kivu parvenaient des promesses de recours aux armes.

Selon M^{gr} Sikuli, des équipes d'expatriés travaillant dans la région seraient en train de la quitter pour se mettre à l'abri ou se terrer dans les hôtels. L'insécurité risque de s'accroître, prévient l'évêque, qui invite la Ceni à annuler ce report des scrutins.

Voter quand même, dimanche

À Kinshasa, la coalition d'opposition qui soutient Martin Fayulu, Lamuka, a appelé la Ceni à annuler sa décision de report et la population à observer une grève générale ce vendredi dans tout le pays pour l'exiger. Mais elle appelle ses partisans à voter dimanche là où c'est permis.

L'UDPS lui a emboîté le pas, parlant de la "provocation" que constitue le report partiel du vote et appelant Corneille Nangaa à organiser les scrutins partout ce dimanche.

À Goma, des jeunes ont élevé des barrages et la police a tenté de les disperser au moyen de grenades lacrymogènes. Une marche est prévue vendredi.

Marie-France Cros

L'évêque de Butembo-Beni, M^{gr} Melchisedech Sikuli, a dénoncé jeudi ce nouveau report et évoqué des risques de radicalisation de la population.

Les raisons de la grande peur dans le clan présidentiel

Votera ? Votera pas ? À trois jours d'un scrutin déjà reporté la semaine dernière, alors qu'il aurait dû être organisé en 2016 pour respecter la Constitution, le doute plane toujours en République démocratique du Congo. Les observateurs neutres, présents sur place, décrivent une organisation plus que chaotique, pointant du doigt les retards et même les mensonges. "La Ceni a annoncé avoir accrédité 700 000 témoins et 270 000 observateurs pour les élections du 30 décembre. Ces chiffres paraissent surévalués au regard du contexte actuel. [...] Les deux plus grandes plateformes d'observation ne comptent en tout qu'environ 62 000 membres", peut-on lire dans un rapport d'une ONG européenne daté du 24 décembre.

La Commission électorale nationale indépendante (Ceni), chargée d'organiser le scrutin, a refusé toute aide extérieure. Ce jeudi, à trois jours du scrutin, de nombreux bureaux de vote ont encore été fermés, faute de matériel nécessaire mais aussi pour tenter de décourager les électeurs pro-opposition.

La dernière ligne droite de la préparation de ce scrutin prend des allures de course d'obstacles improvisée, "sans une planification cohérente", note encore le rapport. Le vrai souci de la Ceni et de la majorité présidentielle, c'est qu'elles ne sont pas disposées à partager le pouvoir. Longtemps, les responsables congolais ont imaginé que cette élection serait un long fleuve tran-

quille. Ils étaient parvenus à mettre hors course le favori, l'ancien gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, suite, notamment, à une condamnation à trois ans de prison dans une affaire de spoliation immobilière pourtant jugée comme "une mascarade" par les évêques congolais chargés d'examiner le dossier suite à l'accord de la Saint-Sylvestre qui entérinait le report des élections en décembre 2016.

Cet été, après la libération de Jean-Pierre Bemba, l'autre poids lourd de l'opposition, et son retour triomphal à Kinshasa et Gemena, le pouvoir instrumentalisait une fois de plus la justice pour interdire à l'ancien vice-président de se présenter.

La surprise du chef

Débarrassé de ces deux leaders de l'opposition, le régime Kabila était convaincu qu'il ne retrouverait sur sa route que des adversaires qu'il pourrait contrôler. C'était sans compter sur l'émergence de Martin Fayulu, désigné par un front de l'opposition, le 11 novembre dernier. Un front qui n'aura tenu que 24 heures après la désignation de ce candidat. En effet, Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe, deux des opposants qui venaient de le désigner, claquaient la porte et créaient un autre front de l'opposition. Martin

Fayulu, opposant de la première heure au pouvoir de Joseph Kabila, a conservé le cap. Porté par les deux poids lourds Bemba et Katumbi, mais aussi par des figures comme Matungulu, Muzito ou Nyamwesi, l'homme a mené une campagne, semée d'embûches, mais qui a démontré qu'il incarnait le changement sur une grande partie du territoire. L'homme, élu de Kinshasa, est originaire de l'ouest du pays (province du Bandundu), délaissé depuis la chute de Mobutu. Il a le

soutien sans faille de Bemba qui lui apporte toute la province de l'Équateur et une large partie de la Province-Orientale. Le Bas Congo, terre frondeuse, suit le mouvement. À l'est, il peut compter sur le Nord-Kivu grâce au soutien de Mbusa Nyamwesi, tandis que Katumbi lui livre le Katanga et lui offre sa notoriété nationale. Le duo Tshisekedi-Kamerhe devrait, lui, faire main basse sur une bonne partie des Kasais et du Sud-Kivu. Le dauphin de Kabila, Ramazani Shadary pouvant compter sur une partie de sa province le Maniema. Insuffisant. Dans le cadre d'une vraie élection, Fayulu est le grandissime favori. Le régime Kabila l'a bien compris. Il ne lui reste que la manipulation ou le report pour éviter la chute.

Hubert Leclercq